

Brochure n° 3113

Convention collective nationale

IDCC : 2089. – **INDUSTRIE DES PANNEAUX À BASE DE BOIS**

AVENANT N° 1 DU 25 MARS 2009
À L'ACCORD DU 24 NOVEMBRE 2004
RELATIF À LA FORMATION
NOR : ASET0950685M

Entre :

L'union des industries des panneaux de process ;

L'union des fabricants de contreplaqué ;

Le syndicat des fabricants de panneaux plaqués bois,

D'une part, et

La fédération nationale des salariés de la construction et du bois CFTD ;

La fédération générale bâtiment bois FO,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

L'article 7 « Dispositions financières » de l'accord du 24 novembre 2004 est ainsi modifié :

« Les entreprises définies dans le champ d'application de l'article 1^{er} doivent verser auprès de l'OPCIBA les contributions suivantes destinées au financement des actions définies aux articles 2 à 6.

7.1. Entreprises de 20 salariés et plus

Les entreprises devront effectuer un versement au moins égal à 0,50 % des rémunérations de l'année de référence à l'OPCIBA au titre des contrats ou des périodes de professionnalisation définis et du droit individuel à la formation prévu à l'article L. 6323-1 du nouveau code du travail.

La contribution de 0,50 % ci-dessus définie pourra permettre le financement du tutorat ainsi que le fonctionnement et les actions de l'observatoire prospectif des métiers et des qualifications.

Sur les 0,50 % versés à l'OPCIBA, 0,20 % des rémunérations de l'année de référence sont affectés à la mutualisation du DIF.

7.2. Entreprises de 10 à 19 salariés

Les entreprises devront effectuer un versement au moins égal à 0,15 % des rémunérations de l'année de référence à l'OPCIBA au titre des contrats ou des périodes de professionnalisation définis et du droit individuel à la formation prévu à l'article L. 6323-1 du nouveau code du travail.

La contribution de 0,15 % ci-dessus définie pourra permettre le financement du tutorat ainsi que le fonctionnement et les actions de l'observatoire prospectif des métiers et des qualifications.

Sur les 0,15 % versés à l'OPCIBA, 0,05 % des rémunérations de l'année de référence sont affectés à la mutualisation du DIF.

7.3. Entreprises de moins de 10 salariés

Les entreprises devront effectuer un versement au moins égal à 0,15 % des rémunérations de l'année de référence à l'OPCIBA au titre des contrats ou des périodes de professionnalisation définis et du droit individuel à la formation prévu à l'article L. 6323-1 du nouveau code du travail.

La contribution de 0,15 % ci-dessus définie pourra permettre le financement du tutorat ainsi que le fonctionnement et les actions de l'observatoire prospectif des métiers et des qualifications.

Sur les 0,15 % versés à l'OPCIBA, 0,05 % des rémunérations de l'année de référence sont affectés à la mutualisation du DIF.

7.4. Date de versement

Les entreprises seront tenues de verser à l'OPCIBA les contributions visées à l'article ci-dessus avant le 1^{er} mars de chaque année. »

Article 2

Entrée en vigueur

Le présent avenant prend effet à compter de la date de sa signature. Il s'appliquera aux contributions dues à compter du 28 février 2009.

Les parties conviennent de faire un bilan, après 1 an d'application, des dispositions du présent avenant, afin d'examiner ses modalités d'application et convenir, le cas échéant, de sa pérennisation ou d'éventuelles modifications.

Elles conviennent en tout état de cause de se rencontrer en cas de difficulté d'application.

Article 3

Dépôt, adhésion

Les parties signataires conviennent d'effectuer le dépôt du présent avenant auprès des services compétents du ministère du travail en confiant les démarches aux fédérations d'employeurs signataires.

Toute organisation professionnelle ou syndicale peut adhérer ultérieurement au présent accord dans les conditions et modalités prévues par le code du travail.

Article 4

Extension

Les parties signataires demanderont l'extension du présent avenant, conformément aux dispositions du code du travail.

La copie du récépissé de dépôt sera adressée à l'ensemble des organisations signataires du présent avenant.

Article 5

Clause de sauvegarde

Le présent avenant annule et remplace toutes dispositions antérieures ayant le même objet.

Le présent avenant ne peut en aucun cas se cumuler avec des dispositions ultérieures de nature législative, réglementaire ou conventionnelle, ayant une incidence sur le présent avenant, postérieures à sa date de signature.

Dans cette hypothèse, les partenaires sociaux signataires du présent texte conviennent de se réunir afin de procéder au réexamen de ces dispositions.

Article 6

Dénonciation, révision

Le présent avenant pourra être révisé conformément aux dispositions légales.

Le présent avenant pourra être dénoncé en respectant un préavis de 3 mois et, sauf conclusion d'un nouvel avenant, il cessera de produire ses effets après le délai de 1 an à compter de la fin du préavis.

Fait à Paris, le 25 mars 2009.

(Suivent les signatures.)